



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

*Direction Régionale  
de l'Environnement,  
De l'Aménagement  
et du Logement  
Nord – Pas-de-Calais*

PROUVY, le 16 juillet 2014

UNITE TERRITORIALE  
DE VALENCIENNES  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES CEDEX

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Conseil Départemental de l'Environnement et des  
Risques Sanitaires et Technologiques**

Affaire suivie par : Jérôme MESSIER  
Courriel : [jerome.messier@developpement-durable.gouv.fr](mailto:jerome.messier@developpement-durable.gouv.fr)  
Téléphone : 03.27.21.05.15  
Télécopie : 03.27.21.00.54

**Réf :** V3/JM/2014/174

**EQUIPE :** V3

**N°S3IC :** 70.0633

**Type d'établissement :** A / IED

**OBJET :** Porte à connaissance de modifications des installations du site de la société  
Vallourec Tubes France à Aulnoye-Aymeries

**V/Réf :** Courrier de l'exploitant du 25 juin 2014 référencé « modification rubriques  
Tuberries d'Aulnoye – Projet X1 ».

**Demandeur :**

- **Raison sociale** : Vallourec Tubes France (VTFR)
- **Siège social** : 27, Avenue du Général Leclerc  
92660 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex
- **Adresse de l'établissement** : 64, rue de Leval - BP 20159  
59620 Aulnoye-Aymeries
- **Activité principale** : Production de tubes sans soudure
- **Contacts** : M. HAUBREUX Guy, Responsable MEP  
Mme. BELKACI Nadia, Technicienne Environnement

**Sommaire**

1. Objet du rapport
2. Présentation de l'établissement
3. Présentation du dossier
4. Avis de l'inspection
5. Suite administrative

**Annexe**

1. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

## **1- OBJET DU RAPPORT**

La présente demande concerne un projet de modifications des installations du site de la société VALLOUREC TUBES France à Aulnoye-Aymeries, ci-après dénommée VTFR.

## **2 - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'usine implantée à Aulnoye-Aymeries est une filiale du groupe VALLOUREC.

La Tuberie produit des tubes à chaud sans soudure, de diamètres allant de 209 à 381 mm, d'épaisseurs de 25 à 10 mm et de longueur maximale de 14 m. Les principales activités de la société sont donc :

- Le travail des métaux à froid,
- Le forgeage à chaud,
- Le traitement thermique.

Ces tubes sont ensuite utilisés pour l'industrie mécanique, l'industrie pétrolière et les chaudières (tubes collecteurs en amont et en aval des faisceaux d'échange thermique).

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 25 mai 2009.

Cet arrêté d'autorisation fait suite à la scission des activités du site en quatre sociétés distinctes :

- Vallourec Tubes France - Tuberie d'Aulnoye (VTF),
- Vallourec Oil and Gas France ( VOGFR)
- Vallourec Drilling Products France (VDFR)
- Vallourec Research Center France Aulnoye-Aymeries.

## **3 – PRÉSENTATION DU DOSSIER**

Par courrier du 25 juin 2014 l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet les modifications réalisées et envisagées sur les installations de son site d'Aulnoye-Aymeries.

### **3.1 Contenu du dossier**

Le dossier remis contient les éléments suivants :

- Une présentation technique et administrative des modifications ;
- L'identification des impacts ;
- Les mesures de sécurité et de prévention des incidents environnementaux.

### **3.2 Caractéristiques des modifications**

#### **3.2.1 Démantèlement d'installations :**

L'exploitant a déclaré avoir démantelé les fours de revenu FR1 et FR2 de puissance respective de 18 MW et 8 MW et redéfini les flux de production pour gagner en productivité. Une partie du hall 2B est donc actuellement inexploitée.

Ces fours étaient visés par la rubrique 2561 « Trempe, recuit et revenu des métaux et alliages ».

#### **3.2.2 Projet X1 :**

La société VOGFR dispose d'un centre d'essais de tubes d'acier sur la commune d'Aulnoye-Aymeries. Dans le cadre de son développement et pour faire face à la demande de sa clientèle, elle souhaite augmenter ses capacités de test et la construction d'un nouveau complexe (projet X2) comprenant un laboratoire d'essais et un centre de recherche à Aulnoye-Aymeries.

Le projet de construction de ce nouveau centre étant en cours, les futurs bâtiments ne seront potentiellement pas disponibles avant plusieurs mois. C'est pourquoi l'exploitant souhaite implanter temporairement de nouvelles installations sur le site d'Aulnoye-Aymeries afin de répondre aux demandes de ses clients. Ce projet d'implantation temporaire sera dénommé par la suite « projet X1 ».

Le site de la station d'essais actuelle étant restreint, le projet X1 vise à implanter de nouvelles installations au sein de VTFR.

VTFR dispose d'un espace de 1 182m<sup>2</sup> à l'intérieur du Hall 2B et à l'extérieur des locaux d'un parking d'environ 1900m<sup>2</sup>.

Le projet X1 prévoit l'implantation des installations suivantes :

- Intérieur du Hall 2B de VTF:
  - Un banc de fatigue basse pression BP1 de 15KW ;
  - Un banc de fatigue FR2 de 15KW ;
  - Une clé de vissage horizontale de 90KW ;
  - Une installation collapse de 10KW ;
  - Zones de préparation associées à chaque installation citée précédemment.
- Extérieur (parking)
  - Deux bancs statiques de 1 000 tonnes et 1800 tonnes d'une puissance totale de 47KW ;
  - Zones de préparation associée à ces deux bancs ;
  - Une station de mélange Azote-Hélium ;

### **3.3 Situation administrative :**

L'ensemble des installations du projet X1 est exempt de classification au niveau des rubriques ICPE. En effet, celles-ci sont des machines non destructives pour le produit (la rubrique 2560.1 « Travail mécanique des métaux et alliages » n'est pas concernée). Il en est de même pour les stockages de produits dangereux pour l'environnement ou les produits inflammables dont les volumes sont très inférieurs aux seuils de déclaration

L'exploitant a actualisé son tableau de classement en prenant en compte les installations démantelées et les installations du projet X1.

Il ressort du bilan de la situation administrative que le projet n'engendre pas le classement d'une nouvelle rubrique sous les régimes de l'autorisation et de l'enregistrement.

De même, les modifications associées au projet ne sont pas visées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant des seuils et critères relatif à la définition des modifications substantielles évoquées à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.

### **3.4 Synthèse des impacts et dangers**

#### **3.4.1. Risques de pollutions liés aux produits chimiques**

Les risques de pollutions accidentelles liés au projet X1 sont :

- Le déversement d'huile de lubrification des machines,
- Le déversement de produits liquides lors d'opérations de manutention, de transvasement ou de production.

Pour limiter au maximum ces risques de pollutions, le personnel est formé et sensibilisé aux situations d'urgences. De plus, des kits d'urgence environnementaux (absorbants, EPI, ...) sont mis à disposition.

L'ensemble des produits chimiques sera stocké sur rétention et séparé en fonction de leur compatibilité

#### **3.4.2. Risques de pollutions liés aux rejets atmosphériques**

Les installations du projet X1 consistent principalement à tester des connexions (sans destruction de matière), aucun rejet atmosphérique ne se fait vers l'extérieur.

#### **3.4.3. Gestion des déchets**

Les déchets générés par les installations du projet X1 seront de même type que ceux produits actuellement par le centre d'essai existant. Le tri des déchets sera réalisé sur le site et les déchets seront regroupés au niveau d'une zone dédiée en extérieur.

Le sous traitant les prendra en charge de la zone de déchets jusqu'à leur élimination en centre agréé.

#### **3.4.4. Gestion des énergies**

Les différentes installations implantées seront reliées aux réseaux de VTFR :

- Eau de ville :  
Afin de répondre aux conditions d'hygiène du personnel, des sanitaires seront à leur disposition. Une partie de la consommation d'eau de ville sera destinée à cette activité.  
L'autre utilisation sera destinée à la réalisation des tests de pression extérieure au niveau du collapse. Cependant, le volume moyen utilisé par semaine est d'environ 10 litres, ce qui reste négligeable.
- Air comprimé :  
Les installations seront rattachées au réseau d'air comprimé existant de VTFR.
- Électricité :  
Les installations seront rattachées au réseau d'électricité de VTFR.

#### **3.4.5. Bruit**

Une mesure de bruit sera réalisée suite à la mise en service des équipements en zone réglementée.

#### **3.4.6. Mesures constructives**

Des bunkers anti-déflagrations isoleront de l'extérieur les bancs afin d'éviter les risques de projections liés à l'activité des bancs. Le dimensionnement de ces bunkers a fait l'objet d'une étude réalisée par l'INERIS.

### **4 – AVIS DE L'INSPECTION**

#### **4.1.- Situation administrative**

Au regard des éléments du dossier, le projet n'engendre pas le classement d'une nouvelle rubrique sous les régimes de l'autorisation, de l'enregistrement.

De même, les modifications associées au projet ne sont pas visées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant des seuils et critères relatif à la définition des modifications substantielles évoquées à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.

#### **4.2.- Analyse de la demande :**

Au regard des éléments du dossier, les modifications des installations ne sont pas de natures à être considérées comme substantielles.

A ce titre, la procédure d'instruction réservée à la demande de l'exploitant ne nécessite pas la tenue d'une enquête publique et des consultations administratives prévues par les articles R.512-14 à 25.

Toutefois, il s'avère opportun de réglementer ces modifications et d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 2009.

#### **4.3.- Rejets aqueux :**

Les rejets aqueux au milieu naturel présentent des non-conformités récurrentes (phosphore, MES, HCT, DCO) constatées lors des contrôles inopinés mandatés par l'inspection et confirmé par les résultats d'autosurveillance de l'exploitant. Afin de pallier à ces non-conformités, l'exploitant a entrepris la réalisation d'une étude technico-économique dont les objectifs sont d'identifier le ou les origines des émissions de polluants et de définir les actions correctives à mettre en place. Dans le cadre de cette étude, l'exploitant travaille en collaboration avec l'agence de l'eau.

La réalisation de cette étude et la transmission des résultats accompagnés des échéances relatives à la mise en place des actions correctives méritent d'être prescrit à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

#### **4.4. - Proposition :**

Aussi, l'inspection propose de faire application de la procédure visée par l'article R.512-33.II du Code de l'Environnement en fixant des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement.

Compte tenu de ce qui précède les dispositions particulières du projet d'arrêté préfectoral complémentaire par rapport à celles de l'arrêté d'autorisation initiale du 25 mai 2009 sont les suivantes :

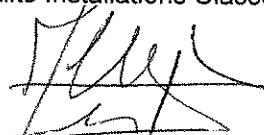
- Mise à jour de la liste des rubriques de classements ;
- Suppression des références aux fours de revenu ;
- Actualisation des prescriptions relatives aux installations de refroidissement ;
- Réalisation d'une campagne de mesure acoustique dès la mise en service des installations du projet X1 ;
- Réalisation d'une étude technico-économique relative à l'amélioration de la qualité des rejets aqueux ;
- Actualisation des prescriptions relatives aux bilans périodiques.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire élaboré sur la base du dossier transmis par le pétitionnaire a fait l'objet d'une consultation de l'exploitant. Les observations de ce dernier ont été prises en compte dès lors qu'elles ont été jugées recevables et l'exploitant a donné son accord sur le contenu du projet présenté par courriel du 16 juillet 2014.

## **5 – SUITE ADMINISTRATIVE**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société Vallourec Tubes France sous réserve du strict respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe 1.

L'Inspecteur de l'Environnement,  
spécialité Installations Classées,

  
**Jérôme MESSIER**

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais,  
Préfet du Nord – DIPp/BICPE  
12 / 14, rue Jean Sans Peur - 59039 LILLE CEDEX

Prouvy, le  
Le Chef d'Unité

19 6 JUIL 2014

  
**Daniel HELLEBOID**



**PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
VALLOUREC TUBES FRANCE à AULNOYE-AYMERIES**

Le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais,  
Préfet du Nord,  
Chevalier de l'ordre national de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,

Vu le Code de l'Environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009, autorisant la société VALLOUREC & MANNESMANN France, devenue VALLOUREC TUBES France, à exploiter des installations classées soumises à autorisation sur le territoire de la commune d'Aulnoye-Aymeries ;

Vu la demande présentée le 25 juin 2014 par la société VALLOUREC TUBES France dont le siège social est situé 27, Avenue du Général Leclerc à Boulogne-Billancourt (92660), portant à la connaissance du préfet son projet de modification des installations pour son site sise 64, rue de Leval à Aulnoye-Aymeries (59440) ;

Vu le dossier déposé à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport et les propositions en date du xxxxxxxx de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du xxxxxx du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Vu le projet d'arrêté porté le 11 juillet 2014 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 16 juillet 2014 ;

CONSIDERANT que les modifications apportées aux installations ne sont pas substantielles au regard des prescriptions de l'arrêté du 15 décembre 2009 susvisé et de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 2009 susvisé mérite d'être modifié dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

**Article 1-**

La société VALLOUREC TUBES France à Aulnoye-Aymeries dont le siège social est situé 27, Avenue du Général Leclerc à Boulogne-Billancourt (92660), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site sise 64, rue de Leval à Aulnoye-Aymeries (59440).

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 sont complétées par les prescriptions du présent arrêté.

**Article 2 –**

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	AS, A E, DC, D, NC (1)	Intitulé de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Nature et volume de l'installation
2560.A	A	<b>Travail mécanique des métaux et alliages</b>  A. Installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b  B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW 2. Supérieure à 150kW, mais inférieure ou égale à 1000kW	<b>Unité Laminage :</b> - un perceur de 8 500 kW - 2 scies d'une puissance totale de 250 kW - 1 outil de transformation à chaud de 4 000 kW  <b>Ligne Express :</b> - une dresseuse rotative de 300 kW - 2 tronçonneuses pour éboutage de 100 KW soit 200 KW ; - 2 meuleuses intérieur de 50 KW soit 100 kW - 1 presse 3 points de 197 kW - 1 tour meule extérieur de 240 kW  <b>Unité Premium :</b> - 1 presse hydraulique de 150 kW - 4 tours meule intérieur de 50 kW soit 200 kW - 1 tour meule extérieur de 240 kW - 2 scies à meule de 80 kW : 160 kW  <b>Atelier usinage des outils :</b> - 3 tours d'une puissance totale de 150 kW  <b>Atelier usinage, stockage et préparation des mandrins :</b> - 1 tour horizontal de 80 kW, - 2 basculeurs à commande hydraulique de 10 kW, soit 20 kW.  <b>Projet X1 :</b> - 2 bancs de fatigue de 15 kW soit 30 kW - 2 bancs statiques de 23,5 kW soit 47 kW - 1 unité de collapse de 10 kW - 1 clé de vissage de 90 kW  <b>Puissance totale usine : 14 964 kW</b>
3230.a	A	<b>Transformation des métaux ferreux :</b> a) Exploitation de laminoirs à chaud d'une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure b) Opérations de forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et pour lesquelles la puissance calorifique mise en œuvre est supérieure à 20 MW c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement	<b>Capacité maximale de 27 t/h</b>



		supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure	
3110	A	<b>Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW</b>	- Four à sole tournante de réchauffage des produits avant laminage : 59 MW - Four Heurtey avant trempe et revenu : 22 MW - Four dormant de trempe et revenu : 3 MW - Chauffage des locaux et groupe électrogène : 2,243 MW  <b>Puissance thermique totale : 86,243 MW</b>
2921-a	E	<b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</b>  a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW  b. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 tours aéroréfrigérantes (TAR) humides à circuit non fermé : - 1 TAR (2 cellules) d'une puissance thermique totale de 5 087 kW - 1 TAR (3 cellules) d'une puissance thermique totale de 13 081 kW.  <b>Soit une puissance thermique totale de 18 168 kW</b>
1220-3	D	<b>Oxygène (emploi et stockage de l')</b> <b>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</b> 1. supérieure ou égale à 2 000 t ; 2. supérieure ou égale à 200 t, mais inférieure à 2 000 t ; 3. supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t	1 citerne d'oxygène liquide de 3 000 l appartenant au fournisseur soit 3,15 t 35 bouteilles d'oxygène de 10,6 m <sup>3</sup> soit 0,5 t  <b>Soit une quantité totale de 3,65 t.</b>
1412.2.b	DC	<b>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</b> Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température  1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t .. 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 50 t .. b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t	Réservoir fixe d'un volume total de 11750 L soit une capacité de stockage de 5 to  36 bouteilles de propane de 35 kg soit une quantité totale de 1260 kg  Projet X1 : 3 bouteilles de propane de 13 kg pour fonctionnement du chariot de capacité totale de 39 kg  <b>Quantité totale : 6299 kg</b>
1414.3	DC	<b>Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)</b> 1. installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs 2. installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de distribution de propane, carburant pour chariots élévateurs
1418-3	D	<b>Acétylène (stockage ou emploi de l')</b> <b>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</b> 1. supérieure ou égale à 50 t 2. supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 50 t 3. supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 1 t	25 bouteilles de 10,6 m <sup>3</sup> et 5 bouteilles de 8,1 m <sup>3</sup>  <b>soit une quantité totale de 340 kg</b>

2561	DC	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	1 four de trempe (de marque HEURTEY) de 22 MW 1 four de trempe et de revenu de 3 MW (four dormant) 1 four à sole tournante de réchauffage des produits avant laminage de 59 MW  <b><u>soit une puissance totale de 84 MW</u></b>
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Unité "Chaudières" : - 1 grenailleuse intérieure des tubes de 50 kW - 1 grenailleuse extérieure des tubes de 110 kW Unité de grenailage : - 1 grenailleuse de 15 kW  <b><u>Soit une puissance totale de 175 kW</u></b>
2910.A.2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.  A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Chauffage des locaux : - bureaux : 3 chaudières gaz : 150 kW, 500 kW et 120 kW - groupe sanitaire : 2 chaudières au gaz de 200 kW chacune soit 400 kW - postes de travail : chauffeuses alimentées au gaz naturel d'une puissance totale de 200 kW Groupes électrogènes : - un groupe de 100 kVA pour l'éclairage de secours - un groupe de 145 kVA pour le secours du pompage de la chaîne Heurtey - un groupe de 22 kVA pour le secours informatique - un groupe de secours de 500 kVA pour la salle des pompes - un groupe de 106 kVA pour le secours de la forge  <b><u>Soit une puissance totale de 2,243 MW</u></b>
1432	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).  1. Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est : a) Supérieure ou égale à 50 t pour la catégorie A b) Supérieure ou égale à 5 000 t pour le méthanol c) Supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphtes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55°C (carburants d'aviation compris) d) Supérieure ou égale à 25 000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes dont le point éclair est supérieur ou égal à 55°C  2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente	- cuve sur rétention (coefficient 1/5) de 2 m <sup>3</sup> de fioul (coefficient 1/15) associée au groupe électrogène de la salle des pompes(step), soit $2/(15 \times 5) = 0,03$ m <sup>3</sup> équivalent catégorie 1 - cuve sur rétention (coefficient 1/5) de 2 m <sup>3</sup> de fioul (coefficient 1/15) associée au groupe électrogène de la chaîne Heurtey, soit $2/(15 \times 5) = 0,03$ m <sup>3</sup> équivalent catégorie 1 - environ 900 l de fioul répartis dans les différentes nourrices d'alimentation des groupes électrogènes, soit $0,9/15 = 0,06$ m <sup>3</sup> équivalent catégorie 1 - 20 m <sup>3</sup> d'huile (coefficient 1/15) stockée en fûts de 200 l ou container de 1 000 l, soit $20/15 = 1,35$ m <sup>3</sup> équivalent catégorie 1 - solvants, dégraissants en fût : 1 m <sup>3</sup> (coefficient 1)  Projet X1 : - Houghto Clean (ex Soline10) : 2 fûts de 200 l soit Ceq = 40 l ; - Loctite 7063 : 20 aérosols de 400 ml soit Ceq = 80 l ; - Peintures diverses : 50 l soit Ceq = 50 l Soit Ceq du projet X1 = 0,17 m <sup>3</sup> .  <b><u>Soit une capacité totale équivalente de 2,64 m<sup>3</sup></u></b>

		totale supérieure à 100 m <sup>3</sup> b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	
1611	NC	Acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70%, phosphorique à plus de 10%, sulfurique à plus de 25%, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 250 t. 2. supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t	Station de traitement des eaux industrielles : Une cuve de 3 000 l soit environ 5 500 kg d'acide sulfurique à 96 %
1172	NC	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t 3. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Javel pour le traitement de l'eau process : 4000L soit 4600kg Graisse et lubrifiant : 200kg Produit d'analyse pour l'eau : 2kg Produit de traitement des eaux : 2575kg  Projet X1 : graisse 100kg  <u>Soit une quantité totale de 7 477 kg.</u>
1173	NC	Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t 2. Supérieure ou égale à 200 t mais inférieure à 500 t 3. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Pots de peinture de quantité total de 624 kg Produit de traitement des eaux : 1000 kg  <u>Soit une quantité totale de 1 624 kg.</u>
1185.2.a	NC	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	40 équipements contenant des fluides frigorigènes de capacité unitaire > 2kg (climatisation) d'une capacité totale de <u>151,2kg</u>
2925	NC	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	1 atelier de charge de batteries de 11 kW au niveau de la sous-station principale  projet X1 : chargeur de batterie de 6,4 kW  <u>soit une puissance totale de 17,4 kW</u>

- (1) Régime administratif : A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement, NC : non classé.

L'établissement fait parti des établissements dit « IED » car Il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

1. La rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3230.a « Transformation de métaux ferreux : Exploitation de laminoirs à chaud d'une capacité supérieure à 20 t d'acier brut par heure » ;
2. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales sont les conclusions du BREF « Transformation des métaux ferreux » (FMP) ; »

### **Article 3 –**

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par :

#### **« Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées**

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Four tournant FST	59 MW	Gaz naturel	Unité Laminage
2	Four de trempe FT3	22 MW	Gaz naturel	Unité traitements thermiques – ligne Heurtey
3	Four dormant FR9	3 MW	Gaz naturel	Unité chaudière

».

### **Article 4 –**

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par :

#### **« Article 3.2.3. Conditions générales de rejet**

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	Cheminée principale : 58 Cheminée secondaire : 46	3	95 000	8
Conduit N°2	45	2	25 000	8
Conduit N°3	26	0.32	4 000	5

Chaudières (identifiées à l'article 1.2.1, rubrique 2910)

Le débouché à l'air libre des cheminées d'évacuation des gaz devra dépasser de 3 mètres la hauteur des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres autour de l'installation, sans toutefois être inférieure à 10 m.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion ne devra pas être inférieure à 5m/s.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m<sup>3</sup>/h rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Meulage : Les différentes zones de meulage des tubes sont reliées à 2 installations de dépoussiérage, une au niveau du hall 5 et l'autre au niveau du hall 6.

La cheminée de l'installation du hall 6 permet l'évacuation des fumées de 6 tours meule intérieur et un tour meule extérieur (intérieur ou extérieur des tubes) et d'une tronçonneuse. Elle est équipée d'un dépoussiéreur à filtres à cartouches. Cette cheminée est équipée d'une sonde de mesures de rejets de poussières couplées (opacimètre) à un système d'arrêt des installations pour une concentration en poussière supérieure à 10 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'installation du Hall 5 permet l'évacuation des fumées d'un tour meule extérieur Schultzer (extérieur des tubes). Elle est équipée d'un dépoussiéreur à 2 niveaux de filtration adapté à une utilisation dans les ateliers (pas de rejet à l'extérieur des bâtiments).

	Installations raccordées	Puissance	Hauteur cheminée	Diamètre	Débit en $\text{Nm}^3/\text{h}$	Vitesse d'éjection mini en m/s
Conduit N° 4	Dépoussiéreur intérieur meuleuse Hall 6	360 kW	26	1.15 m	33 700	5

Installations de grenailage : la ligne « chaudières » est équipée d'une grenailleuse pour l'intérieur des tubes et d'une autre pour l'extérieur des tubes. Ces installations ne sont pas à l'origine de rejet atmosphérique extérieur. Ces 2 installations sont pourvues chacune d'un filtre à cartouche intégrant un contrôle automatique du colmatage avec arrêt du dépoussiéreur.

L'atelier de traitements des mandrins comporte une grenailleuse équipée d'une unité de dépoussiérage constituée de cartouches filtrantes avec décolmatage automatique en continu. Le rejet se fait dans l'atelier, avec un maximum de  $3 \text{ mg}/\text{Nm}^3$  de poussières.».

#### **Article 5 –**

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par :

#### **« ARTICLE 3.2.4 Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

#### ➤ Fours de traitements thermiques (conduits n°1 à n°3) :

Les rejets issus des chaudières doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en  $\text{O}_2$  de 3%.

Paramètres	Concentration en $\text{mg}/\text{Nm}^3$
Poussières	40
CO	100
$\text{NO}_x$	400
$\text{SO}_x$	35
COV	150 si le flux > 2 kg/h (hors méthane)

Paramètres	Flux kg/h		
	Rejet n°1	Rejet n°2	Rejet n°3
Poussières	3.8	1	0.2
CO	9.5	2.5	0.4
$\text{NO}_x$	38	10	1.6
$\text{SO}_x$	3.32	0.87	0.14

Le point de rejet des fours de traitement thermique doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

#### ➤ Zone de meulage (conduits n°4):

- Poussières :  $10 \text{ mg}/\text{Nm}^3$

➤ **Chaudières** (identifiées à l'article 1.2.1, rubrique 2910) :

Les rejets issus des chaudières doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Gaz naturel
Concentration en O <sub>2</sub>	3%
SO <sub>2</sub>	35
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150

➤ **Flux spécifique en poussières** : le flux spécifique en poussières de l'établissement ne devra pas dépasser 156 g de poussières par tonne de produits fabriqués. Ce critère de flux spécifique s'applique au cumul des rejets canalisés référencés ci-dessus, à savoir les rejets des fours et des dépoussiéreurs. Le flux spécifique est calculé à partir de la production semestrielle. Ce flux spécifique permet ainsi de limiter la production annuelle dont l'ordre de grandeur est de 150 000 t/an. »

**Article 6 –**

L'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par :

**« ARTICLE 8.2.1.- Entretien, exploitation, vérification et surveillance des installations**

Les installations de refroidissement sont entretenues, exploitées, vérifiées et surveillées conformément à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées. »

**Article 7 –**

La première phrase de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par :

« L'es installations pouvant déroger à l'arrêt annuel prévu à l'article 26.1.2.c) de l'arrêté ministériel relatifs aux installations soumises à enregistrement sont les TAR identifiées au chapitre 8.2 ci-dessus »

**Article 8 -**

Les articles 8.2.3, 8.2.4, 8.2.5 et 8.2.6 de l'arrêté du 25 mai 2009 sont abrogés

**Article 9 –**

Le premier paragraphe du chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par :

**« CHAPITRE 8.3 FOUR DE TREMPE ET REVENU**

L'installation est constituée de :

- 1 four de trempe (HEURTEY) FT3 : unité traitements thermiques
- 1 four de trempe et revenu : unité chaudière
- 1 four à sole tournante FST : unité laminage».

**Article 10 –**

Le chapitre 9.4 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 est remplacé par les prescriptions suivantes :

**« CHAPITRE 9.4 BILAN PÉRIODIQUE**

#### **ARTICLE 9.4.1. DECLARATION ANNUELLE DES EMISSIONS POLLUANTES ET DES DECHETS**

Les émissions des installations visées par le présent arrêté sont déclarées conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

#### **ARTICLE 9.4.2. DEMARCHE IED : REEXAMEN PERIODIQUE :**

En application de l'article R 515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet du Nord, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte :

1. Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
  - a. Les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
  - b. Les cartes et plans ;
  - c. L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
  - d. Les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
2. L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
  - a. Une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
  - b. Une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
    - i. L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
    - ii. La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 ;
    - iii. Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
3. La description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Conformément à l'article R. 515-80 et suivants du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte également, s'il n'a pas déjà été transmis, le rapport de base mentionné aux articles L. 515-30 et R. 515-59 du Code de l'Environnement, réalisé selon la méthodologie définie par le ministère. Dans le cas où l'établissement ne serait pas soumis à réalisation d'un rapport de base, un mémoire justificatif argumentant cette position selon la méthodologie définie par le ministère sera transmis.

»

#### **Article 11 –**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2009 sont applicables aux installations du projet X1.

#### **Article 12 –**

Dès la mise en service des installations du projet X1, l'exploitant réalise une campagne de mesures des émissions sonores par un organisme ou une personne qualifiée et suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées. Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'Inspection des installations classées, dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

En cas de non-conformité, il appartient à l'exploitant de proposer à l'inspection des installations classées la mise en place d'actions correctives, accompagnées des échéances relatives à la réalisation des travaux correspondants.

#### **Article 13 –**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude technico-économique visant à améliorer la qualité de ses rejets aqueux dans le milieu naturel.

Les résultats de cette étude accompagnés d'un échéancier des actions correctives envisagées par l'exploitant sont transmis à l'inspection des installations classées.

**Article 14 –**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2010 est abrogé.

**Articles d'exécution.....**